

Télé-Québec

Le gouvernement Charest poursuit la privatisation

Claude Girard

Conseiller

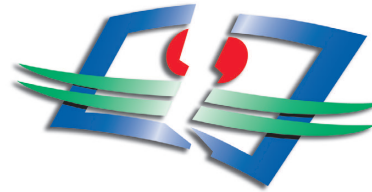
Presque un an après la publication du rapport du groupe de travail chargé de l'examen de Télé-Québec, le gouvernement Charest, par la voix de la ministre de la Culture et des Communications, M^{me} Line Beauchamp, est passé aux actes le 15 février dernier en annonçant la poursuite de la privatisation de la télévision publique québécoise.

Sous prétexte de vouloir moderniser la société d'État, la ministre Beauchamp a rendu public un plan qui entraînera la mise à pied de 60 techniciens de Montréal et une dizaine en région. L'opération complétée, il ne restera plus qu'une dizaine de techniciens à Télé-Québec.

Les intentions réelles du gouvernement

L'annonce a profondément choqué le président du Syndicat des employés en radio-télédiffusion de Télé-Québec (SERT), M. Philippe Ouimet, et le président de l'Association des réalisateurs et réalisatrices de Télé-Québec (ARRT), M. Gaëtan Lavoie, qui ne sont pas dupes des intentions réelles du gouvernement Charest qui se cachent derrière ce plan de modernisation.

« La ministre Beauchamp cache son geste honteux en le drapant de beaux mots comme *modernisation*. Mais c'est une façon hypocrite de dire que l'on privatise la télévision publique, une manœuvre de diversion pour endormir la population. La modernisation dont parle la ministre n'est rien d'autre en réalité que de la sous-traitance des ondes publiques au profit des producteurs privés, possiblement des "petits amis libéraux" du gouvernement Charest », s'insurge le président du SERT (CSQ), M. Philippe Ouimet.



Télé-Québec

Le discours « culotté » de la ministre

Le leader syndical soutient que le discours de la ministre de la Culture et des Communications au sujet de Télé-Québec ne tient tout simplement pas la route et n'est absolument pas crédible.

« Au moment même où elle annonce son intention de charcuter la télévision publique québécoise, la ministre a le culot d'affirmer sa volonté de donner à Télé-Québec les moyens d'assurer sa pérennité et de continuer d'offrir aux Québécoises et aux Québécois des émissions de qualité. Ça n'a absolument aucun sens. On n'a jamais vu une organisation améliorer la qualité de ses services en se séparant d'une partie importante de ses meilleurs éléments qui assurent justement cette qualité de services, » explique M. Ouimet.

Le virus de la privatisation

Même son de cloche du côté du président de l'ARRT (CSQ), M. Gaëtan Lavoie, qui soutient que le gouvernement Charest est gravement atteint du virus de la privatisation.

« Notre cas à Télé-Québec n'est malheureusement pas exceptionnel. L'attitude du gouvernement Charest à l'égard de la télévision publique est conforme à ce qu'il fait dans d'autres dossiers, avec l'introduction de cliniques privées

en santé et la vente au secteur privé d'une partie du Parc national du Mont-Orford. Ce gouvernement est obsédé par l'idée de dilapider le bien commun de l'ensemble des Québécoises et des Québécois pour le livrer entre les mains de quelques individus, qui eux, n'en doutons pas, sauront très certainement en tirer profit, » commente M. Lavoie.

Un secteur privé avide de faire des affaires

Le président de l'ARRT ajoute que « le pire, c'est que toutes ces opérations de délestage d'éléments importants de notre patrimoine public se font supposément sous le prétexte de la non-rentabilité. Mais si c'est réellement le cas, comment expliquer que le secteur privé se montre si intéressé ? Il est évident que ces gens d'affaires y voient de belles occasions de faire de l'argent sur le dos des Québécoises et des Québécois, avec la bénédiction du gouvernement libéral à Québec ».

Les deux représentants des travailleuses et des travailleurs syndiqués de Télé-Québec croient donc qu'il est de première importance de sensibiliser leurs membres ainsi que l'ensemble de la population au prix énorme qu'il faudra payer tôt ou tard comme Québécoises et Québécois, si on laisse le gouvernement Charest aller de l'avant avec ses plans de privatisation.